

LES DEUX VISAGES DU SYNDICALISME CHRÉTIEN...

La Confédération française des Travailleurs chrétiens s'est prononcée au cours de ces derniers mois sur un certain nombre de problèmes intéressant la classe ouvrière.

Ces successives prises de position n'ont revêtu qu'un caractère de continuité: la démagogie, non seulement près des masses qu'elle influence, mais encore envers la population tout entière de notre pays.

Parallèlement à ces manifestations bruyantes, à cette volonté bien précise de ne pas être en retard sur la revendication du moment, le syndicalisme chrétien s'est employé à détourner les masses ouvrières de l'action de classe qui seule peut permettre d'arracher au Patronat les revendications, mêmes les plus modestes.

Las de la demande d'augmentation spectaculaire de 25% lancée la veille de l'avant-dernier scrutin par la fraction soviétique du syndicalisme français, la C.F.T.C., reprenant à son compte la revendication, la transformait immédiatement en une formule qui ne pouvait que rencontrer l'approbation des ouvriers restés en dehors de l'obédience communiste: mille cinq cents francs d'augmentation immédiate pour tous les travailleurs, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, cela vous avait, certes, un arrière-goût d'égalité bien propre à toucher le cœur du «*populo*», cela pouvait amener à la centrale chrétienne la masse des écœurés, des dégoûtés, des méthodes pratiquées dans la C.G.T.

Cela pouvait également écarter de la C.F.T.C. tous les conservateurs, les traditionalistes qui voyaient en elle une sorte de succédané à la corporation chère à «*l'État français de Pétain*».

Les dirigeants de la Centrale catholique ont dû supputer les profits et les pertes de l'opération. Si malgré tout, ils se sont décidés à jouer la carte démagogique, c'est qu'ils se sont rendus compte que l'opération ne pouvait que leur rapporter.

La C.F.T.C. n'a pas d'équivalent situé sur sa droite, donc pas de concurrence et par conséquent aucun risque de perdre les éléments réactionnaires qui sont dans son sein. Tout au plus pouvait-elle craindre de voir ces éléments bouder, mais le manque de «*formation sociale*» d'extrême droite obligeait ceux-ci à rester, comme un moindre mal, dans ce groupement syndical.

L'opération se révélait alors bénéficiaire. La C.G.T. étant susceptible de créer par ses méthodes une déillusion, la C.F.T.C. se trouvait en position pour recevoir dans ses rangs les mécontents.

D'ailleurs, ses méthodes d'action pour appuyer ses revendications ne devaient pas tarder à rassurer ceux de ses membres que ses manifestations écrites ou verbales avaient effrayés.

Fidèle à sa tactique de collaboration avec le Patronat ou l'État, on la vit torpiller tous les mouvements ouvriers qui ont éclaté depuis cette époque.

Certes, elle semble appuyer quelques-unes des revendications des postiers, mais elle prêche la concorde et freine ce mouvement de grève qui avait touché même ses propres troupes.

Elle désavoue l'action du Comité central de grève et on peut penser qu'elle le fait sous la pression d'éléments politiques qui se trouvent en son sein, qui ont des ministres au gouvernement et qui détiennent même la présidence du Conseil.

Par là même, elle joue le jeu propre à tous les démagogues qui se réclament d'une confession chrétienne quelconque, elle est l'avancée des forces capitalistes dans la masse ouvrière qu'elle essaie de tromper à l'aide de mots d'ordre sociaux afin de les ramener dans le giron de la société capitaliste.

Cela l'oblige à ce décalage disproportionné entre l'outrance de la revendication et la faiblesse des moyens mis en avant pour les défendre.

Les travailleurs doivent dénoncer ces deux visages du syndicalisme confessionnel, car il y a là un danger pour eux et une force pour l'ennemi de classe: le capitalisme qui, au moment de tension entre lui et le prolétariat y a toujours trouvé les éléments pour ses expériences fascistes à tendances sociales.

Maurice JOYEUX
(MONTLUC).
